

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**« Défendre les droits du  
salariat c'est défendre le  
progrès de la société toute  
entière... »**

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 15 juin 2008

---

Démocratie & Socialisme

---

Bonjour,

Je tenais aussi à vous dire pourquoi, comme tant d'autres, je vote cette déclaration de principes. Comment ne pas voter pas un texte qui place le parti socialiste dans la continuité du mouvement ouvrier du 19e et du 20e siècle ? depuis la Commune de Paris, les grandes grèves de mai-juin 36, celles de la Libération pour appliquer le programme du Conseil national de la résistance, - celui que Bling bling veut détruire aujourd'hui ? - dans la continuité de la grande grève générale de mai 68 ? Quelle satisfaction d'entendre parler d'une économie mixte ! Lorsqu'un parti socialiste propose une économie mixte avec un fort secteur public, et une économie sociale, ce ne peut être une économie capitaliste dont il est question ! Donc nous défendons tous ensemble un réformisme radical, une transformation sociale profonde, une autre société, oui ! Cette déclaration se situe dans la tradition des grandes luttes du mouvement social depuis deux cent ans, oui ! Elle veut, comme le rappelait à l'instant Julien Dray "rassembler toutes les cultures de la gauche" oui, mille fois oui, c'est la condition de notre existence, là tous ensemble dans cette salle, c'est la condition de notre succès. Une seule gauche !

Nous sommes divers ET socialistes ! Nous sommes pour une République sociale, démocratique, parlementaire, laïque, féministe, excellent ! Nous nous situons dans une tradition historique réaffirmée, commune, ça c'est une vraie différence avec ceux qui s'appellent ou qu'on appelle sociaux-libéraux, car eux, le plus souvent ils prétendent rompre avec notre passé, alors que la déclaration de principes se situe de façon répétée dans la continuité historique des luttes sociales !

Certes, si j'avais pu influencer davantage le texte, j'aurais essayé qu'il n'y ait pas le mot "assistanat" et j'aurais essayé de faire qu'il y ait le mot "salariat".

Pas "assistanat" car dans une République solidaire, il n'y a pas d'assistés mais des ayant droits.

"Salariat" car 93 % de la population active est salariée, 93 % et défendre les salariés c'est défendre et faire avancer l'ensemble de la société puisque c'est le salariat qui crée les richesses, même s'il n'en reçoit pas la part qu'il mérite. Le salariat c'est aussi les jeunes en formation, les chômeurs sont des salariés temporairement privés d'emploi, les retraités qui dépendent en direct des salaires. Si j'avais pu influencer davantage le texte j'aurais aussi, pour la même raison - la puissance dominante du salariat - introduit l'idée de défense du Code du travail. Car le code du travail c'est l'état de droit dans l'entreprise et il est aujourd'hui rudement attaqué, par la recodification antidémocratique, aux forceps, qui est entrée en vigueur le 1er mai 2008, par les lois scélérates de Fillon et Bertrand.

Avec le Code du travail j'aurais fait valoir l'importance de la réduction du temps de travail, car en 160 ans d'histoire, le code du travail a été écrit autour de la réduction du temps de travail, on est passés de journées de 14 h, à des journées de 12 puis de 11 h de 10 h.

En France on a même montré au monde entier le bon exemple de la réduction du temps de travail en imposant trois grands progrès en même temps : on a, nous la gauche, nous les socialistes, à la fois, en 70 ans, réduit la durée du travail de 40 h à 39 h et à 35 h, à la fois augmenté les salaires et à la fois augmenté la productivité au point d'être les plus productifs au monde en taux horaire... On a fait ces trois choses en 70 ans, pourquoi serait-il l'heure de retourner en arrière, pourquoi faudrait il ne pas défendre becs et ongles les 35 h ?

Dire que l'Europe libérale propose la semaine de 60 à 65 h ! Qu'on soit irlandais ou français comment voulez-vous qu'on vote cela ?

Dire que Xavier Bertrand est allé signer cela... Il prétend que c'est un compromis, cet homme serait capable de nous vendre une crêpe avec de la confiture d'orange et des clous et de nous prétendre qu'il n'y a que de la confiture... Dire qu'en Corée du sud, ils se sont battus depuis 25 ans pour passer de 55 h à 40 h par semaine... ils se sont battus durement, syndicalement, et ici, dans la riche Europe, ils osent proposer de passer de 48 h à 65 h avec l'extension de l'opt out britannique !

Défendons la durée légale à 35 h, abaissons la durée maxima de 48 à 44 h, mettons les heures supplémentaires à 50 % dès la première heure, et rétablissons un contingent annuel limité à 130 h, deux jours de repos consécutifs...

Pourquoi, pour la même raison faudrait il ne pas défendre la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous ? La proposition scélérate de Fillon de nous faire travailler 41 annuités ne prive pas seulement les jeunes de vrai travail à temps plein, elle a forcément un résultat catastrophique, car, en réalité, dans la vie réelle, dans la vraie vie, pas sur TF1, pas dans le vieux et faux rapport Charpin, pas dans les abstractions, dans la vie réelle les français travaillent toujours en moyenne 37 annuités, alors à quoi rime de proposer 41 ou 42 annuités ? Cela revient à vous faire sauter à la perche sans perche ! Vous ne pourrez pas et vous subirez non de travailler plus longtemps mais de recevoir un retraite plus basse, c'est cela qu'ils veulent plutôt que d'augmenter les cotisations salariales et patronales ! Ils disent que c'est à cause de l'allongement de l'espérance de vie mais ce n'est pas vrai car l'espérance de vie, elle est liée à l'âge de la retraite ! Si vous travaillez plus longtemps vous mourrez plus tôt ! Les assurances qui attendent comme des vautours que vous vous tourniez vers elle de crainte de n'avoir pas de retraite décente, ont des "tables de mortalité" : si vous travaillez, six mois, un an de plus vous vivez selon elles six mois de moins, si vous travaillez, deux ans ou trois ans de plus, vous vivrez un an de moins, si vous travaillez jusqu'à 63 ou 65 ans, vous vivrez deux ou trois ans de moins...

Et qu'est ce qui oblige à cela ? Rien, rien, rien, car la France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal partagées, elle n'est pas en faillite la France, ils mentent, les caisses privées sont pleines, elles débordent, la cagnotte privée n'a jamais été aussi énorme : 1005 milliards d'euros pour le CAC l'an dernier, ils ont doublé en 5 ans, 80 milliards d'euros de plus pour les 500 premières familles l'an passé par rapport à l'année d'avant, 72 milliards d'euros en niches fiscales, 65 milliards d'euros d'exonérations de cotisations données aux chefs d'entreprise et actionnaires, 148 milliards d'euros pris aux salaires par les profits, et le fameux paquet cadeau fiscal de 15 milliards d'euros, de l'argent il y en a plein, énormément, pour faire face aux besoins sociaux, de retraites, de maladie, de services public, d'école, d'hôpital...

Il faut le prendre par une fiscalité républicaine redistributive, directe et progressive, et par la hausse des salaires, car ils sont trop bas, (en juin 68, ils ont augmenté de 33 % ! 33 % ! et ils étaient indexés sur les prix, c'était bien, si cela arrivait aujourd'hui, le Smic serait porté à 1750 euros)... Quelqu'un disait ici qu'il faut que « la liberté arrive jusqu'aux pauvres », oui, mais pour cela, il leur faut au moins 1500 euros, 1500 euros ! un Smic à 10 euros de l'heure, 200 euros d'augmentation pour tous...

Notre déclaration de principe veut l'émancipation humaine, oui, bravo, mais elle est à ce prix, on va en parler pour le congrès de Reims, elle est au prix de la redistribution des richesses, cela se joue dans les détails de la hausse des salaires, du droit du travail, de la retraite à 60 ans, des 35 h légales hebdomadaires, des impôts justes...

Défendre les droits du salariat c'est défendre le progrès de la société toute entière, un seul salariat, une seule gauche, dans la tradition séculaire du socialisme, une seule gauche unie, pas deux gauches, une seule et unie, et nous unis en son sein pour défendre ce que la déclaration de principe commune propose comme une transformation sociale radicale...

**Gérard Filoche**